

Austérité autoritaire : Merkel et Samaras

mercredi 10 octobre 2012, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2012).

En date du 9 octobre 2012, en une, l'*International Herald Tribune*, sous la photo de retraités qui manifestaient devant les bureaux de l'Union européenne, le 8 octobre, était posée une question : « *Une mémoire d'ordinateur peut-elle abattre un ordre politique ?* » Cette question fait référence à la dite perte d'une liste de 1991 Grecs qui disposent de comptes en banque auprès de la filiale de Genève de la grande banque internationale HSBC. Christine Lagarde, alors ministre des Finances, avait communiqué à son collègue grec, Georges Constantinou, cette liste. Ce dernier, dans un entretien donné à une chaîne de télévision grecque, confirmait avoir reçu cette liste fin 2010. Il ajoutait qu'il avait transmis un certain nombre de noms à l'instance responsable des enquêtes pour fraudes économiques, en début 2011. Il complétait l'information en affirmant qu'en juin 2011 il avait transmis la liste complète à Yannis Diotis, le responsable actuel de cette unité. Ce dernier confirma devant le parlement qu'il avait reçu la clé USB comportant ces noms, en juin 2011. Et il ajouta qu'il avait transmis ce document quelque peu spécial au ministre des Finances social-démocrate de l'époque Evangelos Venizelos. Mais que celui-ci ne lui avait donné aucune instruction concernant cette affaire. Donc, pas d'enquête. Venizelos n'a pas manqué de réagir en affirmant que la clé USB avait été transmise au premier ministre Antonis Samaras.

Cette affaire illustre les tensions, face à la profondeur de la crise, aux multiples réactions sociales et aux diktats de la Troïka, qui existent au sein de la coalition soutenant le gouvernement Samaras, soit l'accord tripartite entre la Nouvelle Démocratie, le PASOK de Venizelos et la Gauche démocratique de Fotis Kouvelis (scission de droite de Synaspsysmos, lequel reste une composante importante de la coalition SYRIZA). Cette clé USB ne ferait qu'illustrer, avec noms et prénoms, la couche de riches grecs qui ont placé, depuis un certain temps - et parfois depuis longtemps -, leurs avoirs en Suisse et dans d'autres paradis fiscaux.

Mais cette affaire renvoie à une autre opération de blanchiment. Pour retrouver une certaine crédibilité, le gouvernement a publié une liste de 36 politiciens soupçonnés de divers actes de corruption et autres « crimes économiques ». Cette crédibilité sera difficile à être reconquise, dans un contexte où la récession a fait reculer le PIB de 25%, où le chômage touche plus de 52% des Grecs entre 15 et 24 ans. Ce d'autant plus que les deux partis qui se sont partagé le pouvoir (partis issus de clans familiaux), le PASOK et la Nouvelle Démocratie, sont considérés, à juste titre, comme les principaux acteurs politiques de la corruption institutionnelle. Jusqu'à maintenant, après un séjour au purgatoire, ces politiciens réémergeaient et étaient lavés de tout soupçon de corruption. La situation rend ce regain de virginité impossible. SYRIZA mène une offensive pour que la clarté soit faite aussi bien sur les actes de corruption que sur la liste des 1991 noms, et cela conjointement à son refus des plans d'austérité instaurés par la Troïka. Les néonazis de l'Aube dorée, tout en avalisant les plans d'austérité de Samaras, font feu de tout bois contre la corruption bipartisane et attaquent physiquement les immigrés, « cause de tous les maux ».

Toute politique d'austérité s'accompagne d'une politique autoritaire. Ainsi, les travailleurs des chantiers navals de Skaramangas ont été brutalement réprimés après avoir occupé le Ministère de la défense. Depuis six mois, ils n'étaient plus payés. Et les commandes passées à ce chantier provenaient pour l'essentiel du Ministère de la défense. Le 4 octobre, 106 d'entre eux furent arrêtés et accusés de mettre en question l'ordre public. Parmi eux, 12 ont été présentés devant le tribunal avec des accusations beaucoup plus sévères : détention et utilisation illégales d'armes, attaques

contre les « forces de l'ordre », mise en question de l'ordre public, etc. Toutes accusations susceptibles de lourdes peines de prison. Lors de leur « présentation » devant le tribunal le 5 octobre, une manifestation de solidarité a été organisée. Divers députés de SYRIZA étaient présents lors de cet acte, ce qui a valu à SYRIZA des attaques des médias et de la droite comme étant une formation politique avalisant les actions illégales contre l'ordre étatique. Cette action de députés de SYRIZA s'oppose à la déclaration publique du porte-parole de la coalition de la gauche radicale, Panos Skourletis, qui a caractérisé, sur la chaîne TV Mega, l'action des travailleurs des chantiers navals comme étant une erreur.

Le 7 octobre, 18 salariés de l'entreprise d'électricité, qui doit être privatisée, ont été arrêtés à l'occasion de l'occupation du bâtiment administratif de la société. Beaucoup de syndiqués de ce secteur étaient affiliés au PASOK. Nikos Fotopoulos, le président du syndicat GENOP-DEI, est parmi les personnes arrêtées. L'accusation de mise en question de l'ordre public est la même que celle qui a été invoquée contre les 12 syndicalistes des chantiers navals. Les employés de la société d'électricité dénonçaient des manipulations de cette entreprise publique d'électricité ayant pour but d'abaisser l'impôt immobilier en truquant la facture d'électricité, ce que Fotopoulos a caractérisé comme « une insulte faite aux pauvres ».

Cette politique répressive, jumelle de la politique d'austérité, a pris une forme exceptionnelle à l'occasion de la visite, le mardi 9 octobre, d'Angela Merkel. Le Ministère de l'intérieur et la police ont déclaré que toute manifestation dans le centre d'Athènes était interdite à l'occasion de la visite de la chancelière allemande. Néanmoins, une vaste manifestation a eu lieu. Selon les syndicats, elle a réuni le mardi 9 octobre quelque 80'000 personnes. Au-delà des déclarations d'Angela Merkel se déclarant attristée par le « *triste sort* » réservé à la population grecque, l'essentiel du message peut se résumer à : appliquer toutes les mesures d'austérité budgétaire afin de débloquer quelque 31 milliards d'euros qui iront directement dans les poches des créanciers.

Mais surtout Merkel faisait passer un message. Dans la liste des priorités, les privatisations occupent une place de choix. Cela d'autant plus que des industriels allemands sont intéressés dans l'acquisition de la compagnie publique d'électricité – dont les syndicalistes font l'objet d'une répression brutale –, dans l'obtention des terrains adjacents à l'ancien aéroport d'Athènes (Ellinilo), dans la compagnie de chemins de fer OSE. Merkel était sous la garde d'hommes d'affaires allemands qui, parallèlement aux rencontres entre la chancelière et Samaras, concoctaient des plans possibles de privatisations avec leurs coreligionnaires grecs, à l'occasion d'une réunion de la Chambre de commerce gréco-allemande.

Rédaction de A l'Encontre

P.-S.

* Publié par Alencontre le 9 octobre 2012. <http://alencontre.org/>